

Dans le chaos de la crise économique : récession et vagues de licenciements¹

Alors que des millions de postes de travail sont menacés dans les pays développés, la Commission européenne a présenté un plan de soutien visant à soutenir l'économie européenne, plongée depuis le troisième trimestre dans la récession, la première depuis la création de l'euro. Mais Bruxelles ne manifeste guère d'intérêt pour la consommation et le pouvoir d'achat des ménages. De son côté, le patronat européen a dressé sa feuille de route en réclamant d'urgence de « nouvelles actions politiques ».

Il ne se trouve plus personne, dans aucun milieu, pour nier les conséquences sociales catastrophiques des errements de l'économie hyperfinanciarisée. Des milliers de vies vont être broyées au rythme des liquidations d'emplois annoncées. Selon le Bureau International du Travail (BIT), on peut s'attendre à la disparition de 20 millions de postes de travail dans le monde l'an prochain. L'OCDE (Organisation pour la Coopération et le Développement Economique) prévoit huit millions de chômeurs en plus dans les pays développés d'ici à 2010...et demande la fin de l'indexation des salaires en Belgique. Elle prévoit des « récessions sévères et prolongées. »

Dans notre pays, justement, le quotidien économique flamand *De Tijd*, après avoir consulté des économistes, prédisait que la récession promise se traduirait par 25.000 à 50.000 chômeurs de plus. Dans le même temps, *L'Echo* rappelait que le secteur automobile, qui emploie directement 16.770 travailleurs dans ses usines, concerne globalement 170.000 personnes en amont et en aval, dans la sidérurgie, le verre, chez les garagistes ou les concessionnaires. Autant d'emplois fragilisés quand, partout, le chômage technique appauvrit des centaines de milliers de familles.

Spectacle ahurissant, après les banques, voici les grandes entreprises industrielles qui se succèdent, ici et là, aux Etats-Unis comme en Europe, pour demander des « mesures de soutien », soit des aides publiques. Et quelles aides, quand on parle en milliards de dollars ou d'euros ! En France, en Allemagne, en Grande Bretagne, en Belgique... les gouvernements développent des « plans anticrise » pour voler au secours de l'économie de marché défaillante, mobilisant d'énormes moyens financiers – dont on nous jurait hier encore qu'ils n'existaient pas – et balançant par-dessus les moulins les dogmes sacrés de l'équilibre budgétaire à tout prix et de la « concurrence libre et non faussée. » A la mi-novembre, les patrons des plus grandes entreprises industrielles européennes ont appelé les gouvernements à une relance budgétaire d'urgence pour soutenir la demande. Quarante-sept industriels européens, dont le finlandais Nokia, les français Saint-Gobain, Renault, ou encore les allemands SAP et Siemens demandaient « plus d'impulsions budgétaires via des programmes massifs d'investissement et des baisses d'impôt ». Ils réclamaient également de nouvelles baisses de taux d'intérêt des banques centrales, des dispositifs garantissant l'accès au crédit ou encore des progrès dans les négociations internationales pour la libéralisation des échanges. Cet appel faisait suite à celui des constructeurs automobiles européens, réclamant un plan de soutien de 40 milliards d'euros.

Les bourses, quant à elles, font du yoyo, tantôt elles dépriment – elles auraient perdu 40% de leur capitalisation en octobre -, tantôt elles exultent, poussées à la hausse par les « plans de relance » annoncés aux Etats-Unis et aux quatre coins d'une Europe au demeurant incapable d'imaginer une réponse coordonnée au sauve-qui-peut actuel.

¹ Analyse parue dans le N° 351 du *Journal du mardi*, 2 décembre 2008.

On pourrait espérer que ces grands patrons et ces banquiers fassent un tantinet d'autocritique pour avoir mené l'économie là où elle se trouve. Mais ils ont choisi un autre registre, celui de la peur : ouvrez les caisses publiques ou des millions d'emplois vont passer à la trappe. Au bout du compte, faute d'une réorientation fondamentale du système failli, les salariés vont de toute façon trinquer – déjà, nombre d'entreprises prennent prétexte de la crise pour glisser des plans de restructuration - et les contribuables, souvent les mêmes, paieront les pots cassés, au risque de prolonger encore la récession.

Bas les masques

Décrivant la situation, l'économiste suisse Jean Ziegler livrait récemment ce réquisitoire sans concession : « *nous assistons à un fait extraordinaire : les masques du néolibéralisme sont tombés. Les théories de légitimation du capitalisme actuel sont en miettes, à savoir l'autorégulation du marché, la libéralisation de tous les mouvements de capitaux, de services et de marchandises, la privatisation de tous les secteurs publics, la prétention selon laquelle les lois économiques sont des lois de la nature, la diffamation de l'État national et de sa force normative (...)* Sont apparus les vrais acteurs de la 'main invisible' contre laquelle, nous disait-on, nous ne pouvions rien : les prédateurs, les spéculateurs, les oligarchies du marché financier dont le seul moteur est l'avidité, le cynisme, un goût obsessionnel du pouvoir. »² Ces constats ouvriront-ils la voie à de fécondes alternatives ? Une telle perspective n'était pas à l'ordre du jour du sommet du G20, ce « *moment historique* » pour reprendre les termes du président Sarkozy. Certes, les pays les plus puissants de la planète et les principales nations émergentes ont promis de faire face à la crise la plus grave qu'ait connue la planète depuis 1929. Mais le moins qu'on puisse dire est que les mesures consensuelles envisagées par les Vingt n'ouvrent guère de perspectives à la hauteur des enjeux. Et l'on s'est dit que le processus engagé à Washington et qui est censé se conclure au printemps à Londres a constitué d'abord un message à l'adresse des marchés, au prix de plans de renflouements publics très coûteux. D'ici là, Les ministres des Finances tenteront de gérer les contradictions entre les positions souvent éloignés, voire contradictoires de Bruxelles, Paris, Berlin, Washington, Pékin, Brasilia ou New Dehli. Objectif : esquisser plus concrètement quelque chose qui devrait commencer à ressembler à la forme révisée de l'architecture financière mondiale, une sorte de Bretton Woods³ afin, comme l'a osé le communiqué final, de « *garantir qu'une crise mondiale comme celle-ci ne se reproduira plus.* » Mais dans le respect de « *l'économie de marché, d'un système (qui) n'est pas à réinventer.* »

« Circonstances exceptionnelles »

Ce que confirment les responsables européens. Les pays de l'Union européenne ont adopté à la mi-octobre un plan dit anticrise. Ils ont rappelé que la récession en cours relevait de ces « *circonstances exceptionnelles* » qui, dans le pacte de stabilité autorisent un dépassement provisoire des déficits publics. Les gouvernements, qui jouent au demeurant le chacun pour soi au bénéfice de « leurs » entreprises, moins au bénéfice de l'emploi ou du pouvoir d'achat des salariés que de la rentabilité financière des secteurs les plus touchés par la crise, envisagent donc une application à géométrie variable du pacte de stabilité. Mais sans rompre avec l'orthodoxie. Le 26 novembre, la Commission

² « Cet ordre du monde n'est pas seulement meurtrier, il est absurde ». L'Humanité, le 14 novembre 2008. L'ex-rapporteur de l'ONU pour le droit à l'alimentation vient de publier « La haine de l'Occident (Albin Michel), une charge contre le capitalisme globalisé.

³ Se reporter à ce propos « Dans les relations transatlantiques, les multinationales mènent le bal ». Le Journal du mardi, avril 2007. Et « Quel marché transatlantique » par Jean-Claude Paye. Le Soir, le 20 novembre 2008.

européenne a proposé que les Etats membres s'accordent sur un plan de relance budgétaire « temporaire et ciblé » de 200 milliards d'euros. En réalité une sorte de boîte à outil, une compilation des mesures prévues au niveau des Etats allant de pair avec une application flexible du pacte de stabilité « *pour une période maximum de deux ans (2009-2010), après quoi les budgets des Etats membres devront s'engager à corriger la détérioration budgétaire et revenir aux objectifs à moyen terme* » d'équilibre des comptes publics.

Piège transatlantique

Bref, il est présupposé que la crise est passagère – un accident... - et réaffirmé qu'il n'est pas question de réviser fondamentalement les dogmes ultralibéraux. Incapable de mettre en place une riposte coordonnée aux errances d'un système à bout de souffle, l'Europe, on le sait peu, s'apprête à abandonner au Dieu Marché ce qui lui reste d'autonomie.

Outre que les traités européens confirment les uns après les autres le primat des recettes ultralibérales rigueur budgétaire, réduction des impôts sur le capital et des dépenses publiques, libéralisation des marchés, privatisations et recul de la puissance publique, un piège sournois est tendu au niveau transatlantique avec la mise en place d'une « zone de libre-échange » entre l'Europe et les Etats-Unis à l'horizon 2015. En juin 2006, la majorité des parlementaires européens avaient demandé que soit « *parachevé, sans entraves, le marché transatlantique* » dans les délais prévus, histoire d'harmoniser les législations applicables aux marchés financiers, à la propriété intellectuelle (les brevets) et aux conditions d'investissement. « *Une à une, presque toutes les barrières commerciales et douanières pourraient être démantelées* » s'était réjoui un des conseillers de Mme Merkel, à l'époque en charge de la présidence tournante de L'Union européenne.

En mai 2008, une résolution du Parlement européen légitimait ce projet déjà ancien, conçu dans les années 1990 à l'instigation de responsables politiques européens et étatsuniens, sous la houlette des principales firmes privées européennes et américaines. Les adversaires d'un tel processus, à gauche et dans les milieux syndicaux et altermondialistes, y voient une arme de destruction massive de ce qui reste du « modèle social européen ». ⁴

Dans l'opacité

Un tel projet est mené dans la plus parfaite opacité et loin des débats des parlements nationaux. S'il devait être mené à terme, il réduirait à rien toute possibilité d'engager des choix économiques alternatifs sur notre continent. Et ridiculiserait la volonté affirmée des puissances du Nord d'ouvrir le débat sur une sortie de crise aux puissances économiques émergentes, telle celles présentes dans le G20, comme le Brésil, l'Inde, la Russie ou la Chine.

Sans doute la montée en puissance de ces Etats et la profondeur de la crise systémique du capitalisme ont-elles en grande partie fait évoluer les rapports de force et rogné certaines ambitions. Les débats sur l'avenir du monde ne réunissent plus les seules puissances capitalistes occidentales. A Washington, l'Inde, la Chine, l'Afrique du Sud, la Turquie, l'Indonésie, le Brésil, l'Argentine, le Mexique étaient autour de la table. Mais des centaines de millions d'habitants des pays du Sud, ceux-là qui souffriront le plus

⁴ Le conseiller de Mme Merkel, Mathias Wismann, dont il a été question, voyait dans le grand marché transatlantique une arme pour contrer « le formidable dynamisme économique de l'Asie (qui) met en péril la base industrielle de l'Amérique et de l'Europe. »

de la crise actuelle restaient hors-jeu, dans un monde implacable où un enfant meurt de faim toutes les cinq secondes.

La question centrale reste : comment passer du monde de la concurrence à une société solidaire ? Il n'y a pas d'issue durable à la crise du capitalisme mondialisé sans une remise en question radicale de l'un de ses dogmes : celui de la liberté totale de circulation des capitaux et des marchandises. Ce qui appelle, par exemple, à taxer les mouvements de capitaux spéculatifs, à assécher les paradis fiscaux, à changer les statuts, les gestions et les missions des banques centrales et des institutions financières, à les placer sous contrôle démocratique. Il est temps d'ouvrir le débat.

Le pacte de stabilité

Le pacte de stabilité est l'instrument dont les pays de la zone euro se sont dotés pour coordonner leurs politiques budgétaires nationales et éviter l'apparition de déficits budgétaires excessifs afin de maintenir un euro fort face au dollar, de favoriser le développement des marchés financiers en Europe et les exportations de capitaux des groupes du continent vers les États-Unis.

Adopté en 1997, il prolonge le traité de Maastricht en obligeant les États à respecter les critères limitant les déficits et la dette publics. Lors du Conseil européen de mars 2005, en raison des difficultés à respecter ces dernières, les gouvernements de l'UE ont décidé de réviser le pacte en aménageant une possibilité de dépasser provisoirement les seuils fixés en cas de « circonstances exceptionnelles ».

Bretton Woods, le FMI, la BM...

Les accords de **Bretton Woods** ont été signés au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Ce nouveau système, imaginé par l'économiste britannique libéral John Maynard Keynes et l'Américain Harry Dexter White, entérinait l'hégémonie de l'économie américaine et du dollar. Principal vainqueur militaire de la Seconde Guerre mondiale, l'Amérique du Nord imposait ainsi sa domination sur le reste de la planète, face à des pays européens ruinés.

L'organisation de Bretton Woods telle qu'elle a été redéfinie en juillet 1994 repose sur les principes suivants : un système de change fixe reposant sur le principe du Gold Exchange Standard. Les parités des monnaies sont fixées par rapport à un étalon qui est l'or, mais une seule monnaie est convertible en or : le dollar. Le billet vert étant la seule monnaie convertible en or, il devient la monnaie de règlement des paiements internationaux et la monnaie de référence.

Lors de sa création, le **Fonds Monétaire International (FMI)** s'était vu attribuer trois fonctions : la stabilisation des monnaies, le financement des déficits des balances des paiements via l'obtention de crédits, la recommandation, voire le rappel à l'ordre disciplinaire, auprès des pays ayant des déséquilibres de leur balance des paiements. Les pays bénéficiaires des prêts du FMI sont tenus en effet de mettre en place des politiques d'ajustement structurel dévolues d'abord aux intérêts des riches souscripteurs du Nord, qui se sont traduites ces dernières années par de véritables cures d'austérité (coupes dans les dépenses publiques, pressions accentuées sur les salaires et les dépenses sociales) pour les pays en voie de développement (PVD).

La **Banque mondiale**, initialement créée pour faciliter la reconstruction des économies européennes, a été peu à peu réorientée vers le financement des PVD. En vertu des mêmes principes de gestion et d'octroi de crédits que le FMI.